



Atteinte aux droits humains et à l'environnement par l'entreprise belge SIAT : une délégation africaine témoigne et se mobilise à Bruxelles

Communiqué de presse - 13 juin 2022

Une délégation de communautés africaines qui accuse l'entreprise belge SIAT d'avoir accaparé leurs terres sera à Bruxelles du 12 au 22 juin. Au programme, une mobilisation devant le siège de l'entreprise, des rencontres politiques en marge des débats législatifs sur le devoir de vigilance des entreprises et des rencontres avec la presse. À cette occasion, un collectif d'organisations africaines et européennes publie une nouvelle note relevant les témoignages dénonçant des accaparements de terres par SIAT en Afrique.

Cinq représentantes et représentants communautaires venant du Ghana, du Nigeria et de la Côte d'Ivoire seront à Bruxelles pour dénoncer les atteintes aux droits humains qu'ils subissent depuis des années. Tous dénoncent l'accaparement de leurs terres par une entreprise belge spécialisée dans la production de caoutchouc et d'huile de palme, SIAT (Société d'investissement pour l'agriculture tropicale).

SIAT fait partie des cinq grandes entreprises qui contrôlent à elles seules 75% des plantations de palmiers à huile en Afrique. Elle vend ses produits à base d'huile de palme à de grandes multinationales telles qu'Unilever et Nestlé, et ses produits en caoutchouc alimentent les chaînes d'approvisionnement de géants internationaux du pneumatique tels que Michelin et Goodyear.

L'extension des plantations de SIAT s'est faite sans garantir les droits des communautés locales. Bien que les contextes soient différents d'un pays à l'autre, les témoignages des communautés ghanéennes, ivoiriennes et nigérianes se rejoignent quant aux impacts de l'entreprise : accaparement des terres menaçant notamment la souveraineté alimentaire des communautés locales, pertes de biodiversité, dégradation de l'environnement et vive répression aux oppositions aux activités de l'entreprise menées par les populations.

Les représentants des communautés locales viennent témoigner à Bruxelles pour mettre en lumière la responsabilité de SIAT. Elles viennent également dénoncer un modèle de développement agricole prédateur et inspiré d'une logique néocoloniale et elles appellent à l'adoption de règles contraignantes fortes pour les entreprises sur le plan belge, européen et international.

AGENDA DE LA VISITE ET POSSIBILITÉS DE RENCONTRE

- **Conférence de presse** : Mardi 14 juin, 10h00-12h00, 32, Rue du gouvernement provisoire, 1000 Bruxelles.
- **Conférence Grand Public**: Lundi 20 juin, 18h30-21h30. [Comment résister à l'accaparement des terres en Afrique de l'Ouest ?](#), Quai 22, 22 Rue du Séminaire, 5000 Namur, Belgique.
- **Action devant le siège de SIAT (Zaventem)** : Mercredi 22 juin, de 10h00 à 12h00 à Zaventem (invitation spécifique à la presse à venir).
- Autres possibilités de rencontre sur demande.

COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

- **Gladys Omorefe Osaghae** (Nigeria) : agricultrice, leader communautaire et secrétaire d'un groupe de femmes de la communauté d'Obaretin. membre de l'Integrated Rice Farmers Association of Nigeria (IRFAN).
- **Sinan Ouattara Issifou** (Côte d'Ivoire) : représentant des communautés locales de Famienkro, porte-parole du roi des Andoh et président de l'Alliance pour le développement durable et l'environnement (ADDE).
- **Daleba Nahounou Pierre Lautti** (Côte d'Ivoire) : responsable « Justice sociale » et des programmes au sein de l'association Jeunes Volontaires pour l'environnement (JVE) - Côte d'Ivoire
- **Rita Uwaka** (Nigeria) : coordinatrice du programme Forêt & Biodiversité, les Amis de la Terre Afrique
- **Wisdom Koffi Adjawlo** (Ghana) : directeur exécutif de l'association Youth Volunteers for the environment - Ghana

COMPLÉMENT D'INFORMATION

- **Nouvelle note politique** : « [Les acquisitions de terres à grande échelle en Afrique : Impacts, conflits et violations de droits humains. Le cas de la filiale ivoirienne de la SIAT](#) »
- **Vidéo** : [Témoignages de communautés affectées par les activités de SIAT au Ghana](#)
- **Vidéo** : « [MADE IN IMPUNITY : Caoutchouc belge de Côte d'Ivoire](#) »
- **Fiches** : Les cas du [Ghana](#) et de la [Côte d'Ivoire](#) présentés par le Tribunal Populaire sur des cas de violations commises par des entreprises agroindustrielles en Afrique
- **Article publié par GRAIN** : « [En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme](#) »

CONTACTS

Presse africaine

- **Sinan Ouattara Issifou** (français), Représentant des communautés locales de Famienkro, Côte d'Ivoire
T : +225 0707364967 - lupote86@gmail.com,
- **Daleba Nahounou Pierre Lautti** (français), Jeunes Volontaires pour l'environnement, Côte d'Ivoire
T : 225 0747272953 + nahounou24@yahoo.fr
- **Wisdom Koffi Adjawlo** (anglais), Youth Volunteers for the environment, Ghana
T : +233249648407 - adzawlo01@yahoo.fr

Presse belge

- **Hélène Capocci**, Entraide & Fraternité
T : +32 2 227 67 07 - helene.capocci@entraide.be

Presse européenne

- **Valentina Pavarotti**, CIDSE
T : +32 477 04 63 88 - pavarotti@cidse.org



Réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne et de la Coopération belge au développement. Le contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle de l'Union européenne et de l'institution belge